



2021.03103

P.P. CH-1951  
Sion

A-PRIORITY Poste CH SA

Monsieur  
Alain Berset  
Conseiller fédéral  
Département fédéral de l'intérieur (DFI)  
Inselgasse 1  
3003 Berne



Date 11 AOÛT 2021

**Procédure de consultation relative à la révision totale de l'ordonnance concernant les systèmes d'information de l'OSAV pour la chaîne agroalimentaire (O-SICAL)**

Monsieur le Conseiller fédéral,

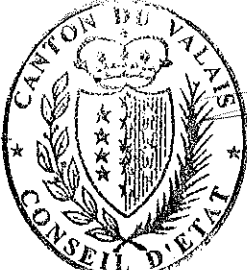
Nous vous remercions pour votre invitation du 11 mai 2021 relative à la procédure de consultation citée en marge et vous communiquons ci-après la détermination du Gouvernement valaisan.

Le Valais a pris connaissance de la révision totale de l'ordonnance concernant les systèmes d'information du service vétérinaire public (OSIVet, nouveau titre : ordonnance concernant les systèmes d'information de l'OSAV pour la chaîne agroalimentaire O-SICAL). Il soutient ces modifications et communique ses remarques avec le formulaire de réponse en ligne. En outre, il se rallie aux propositions de l'Association suisse des vétérinaires cantonaux (ASVC) et de l'Association des chimistes cantonaux de Suisse (ACCS).

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de nous prononcer sur ce sujet et vous présentons, Monsieur le Conseil fédéral, à l'assurance de notre parfaite considération.

Au nom du Conseil d'Etat

Le président  
Frédéric Favre



Le chancelier  
Philipp Spörri

Annexe formulaire  
Copie à [vernehmlassungen@blv.admin.ch](mailto:vernehmlassungen@blv.admin.ch)



**Procédure de consultation de la révision totale de l'ordonnance concernant des systèmes d'information du service vétérinaire public (OSIVét ; nouveau titre : ordonnance concernant les systèmes d'information de l'OSAV pour la chaîne agroalimentaire) de l'ordonnance sur les épizooties  
(du 12 mai au 30 août 2021)**

**Avis de**

Nom / entreprise / organisation / service : Etat du Valais

Sigle entreprise / organisation / service : DSSC / SCAV

Adresse, lieu : Rue Pré-d'Amédée 2, 1950 Sion

Interlocuteur : Service de la consommation et des affaires vétérinaires, M. Elmar Pfammatter

Téléphone : 027 606 49 50

Courriel : [laboratoire@admin.vs.ch](mailto:laboratoire@admin.vs.ch), [ovet@admin.vs.ch](mailto:ovet@admin.vs.ch)

Date : 19 juillet 2021

**Remarques importantes :**

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage du formulaire.
2. Merci d'utiliser une ligne séparée par article d'ordonnance.

3. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au 30 août 2021 à l'adresse suivante : [vernehmlassungen@biv.admin.ch](mailto:vernehmlassungen@biv.admin.ch)

## 1 Remarques générales

De manière générale, la révision totale de l'ordonnance, qui tient compte du lien entre les domaines denrées alimentaires et vétérinaire est à saluer.

Les remarques principales sont les suivantes:

- La liste des données à transmettre par le canton telle que spécifiée dans ce projet d'ordonnance est lacunaire, s'agissant du domaine des denrées alimentaires. Par conséquent, la nature exacte des données livrées par les cantons doit impérativement être précisée dans l'Ordonnance.
- Le projet ne précise pas de manière explicite que l'anonymat des entreprises, dont les produits ou les processus ont été contrôlés, sera garanti et dans quelles conditions.
- Les modalités de restriction des accès aux systèmes d'information doivent être plus clairement définies, notamment s'agissant des critères et des niveaux d'accès, afin de garantir que l'utilisateur n'aura accès qu'aux données nécessaires à la réalisation des tâches qui lui incombent.
- Aussi pour le traitement des données, la marge de manœuvre quant aux actions pouvant être effectuées sur les données collectées doit être clarifiée.
- Financement du projet ;
  - Le délai de la révision du financement mise en consultation jusqu'à la fin août 2021 (augmentation de la participation des cantons à hauteur de CHF 250'000.--) pour une mise en application pour 2022 n'est pas réaliste au vu des planifications cantonales budgétaires déjà clôturées pour 2022.
  - La clé de répartition utilisée, à savoir le nombre de licences ne constitue pas une clé de répartition optimale.
- Concernant FLEKO, les fonctionnalités du système dernièrement installées ne sont pas convaincantes en termes de mise en œuvre pour les autorités compétentes, ce qui montre que les besoins des cantons n'ont pas été suffisamment pris en compte lors du développement.

## 2 Remarques sur les différentes dispositions

Article	Commentaires / remarques	Proposition de modification (texte)
Ingress	Die Kantone müssen gemäss Art. 212a der Tierschutzverordnung (SR 455.1; abgekürzt TSchV) Tierhalteverbote in ASAN eingeben. Ergebnisse der Tierschutzkontrollen in AControl werden an ASAN zur weiteren Bearbeitung übertragen. Die Rechtsgrundlage dafür müsste im Tierschutzgesetz (SR 455; abgekürzt TSchG) zu finden sein. Es ist zu prüfen, ob das TSchG im Ingress ebenfalls aufzuführen ist. Falls im Tierschutzgesetz die Rechtsgrundlage für die Regelung in dieser Verordnung fehlt, ist diese bei der nächsten Revision zu schaffen.	Prüfen, ob das TSchG im Ingress fehlt bzw. ob im TSchG die Delegation für die Regelung an den Bundesrat erst noch zu schaffen ist.
Art. 1	In dieser Verordnung werden nicht nur die drei «grossen» Informationssysteme ASAN, ARES und Fleko geregelt, sondern auch der Umgang mit dem Auswertesystem ALVPH. Im Gegensatz zu anderen Informationssystemen, mit denen die in dieser Verordnung aufgeführten Systeme Daten austauschen (wie TRACES, TVD, ...) gibt es für ALVPH keine separate Verordnung, welche den Umgang damit regelt. Eine Aufnahme in den Geltungsbereich dieser Verordnung wäre daher angebracht.	Geltungsbereich ergänzen mit Auswertesystem ALVPH
Art. 2 Abs. 1	Das ASAN dient nur im Veterinärbereich der Lebensmittelsicherheit	... Tierschutz und Lebensmittelsicherheit im Veterinärbereich benötigen ...
Art. 2 Abs. 1	Bei der Aufzählung der Vollzugsbereiche fehlt der Heilmittel, im Speziellen Tierarzneimittelbereich, obwohl in ASAN die Detailhandelsbewilligungen bearbeitet oder zumindest erfasst werden, die Ergebnisse der Primärproduktionskontrollen aus AControl geholt werden und die Daten der Antibiotikadatenbank im Auswertungssystem ALVPH analysiert werden.	...zur Erfüllung ihrer Vollzugsaufgaben in den Bereichen Tiergesundheit, Tierschutz, Lebensmittelsicherheit und Heilmittel.....
Art. 3 Abs. 1 Bst. b	Im Anhang 1 sind auch Vollzugsdaten im Bereich Tierarzneimittel und Veterinärberufe aufgeführt. Im Art. 3 fehlt dieser Bereich jedoch in der Aufzählung.	Neue Ziffer 4. Tierarzneimittel und Veterinärberufe

<p>Art. 4</p>	<p>Le titre « Services ayant [...] » prête à confusion en ce sens qu'il y a les services et les services spécialisés qui sont cités dans les dispositions qui suivent. Les rôles et responsabilités de ces différentes entités sont peu clairs et difficiles à différencier.</p> <p>Al.1 : on indique les termes « traiter en ligne ». Ces termes prêtent à confusion. Est-ce un droit de « consultation » uniquement, ou un droit de « traitement des données », donc éventuellement de modification etc. ? Ce n'est pas du tout la même chose, surtout en fonction des données concernées.</p> <p>Al. 1 let. h et al. 2 : on mentionne les services spécialisés en début d'ordonnance mais ce n'est qu'à l'art. 13 que l'on sait ce que cela regroupe. On ne comprend pas la différence entre les attributions des services spécialisés et les administrateurs qui peuvent tous deux « attribuer des droits d'accès »</p>	<p>1. Remplacer le mot « services » dans le titre de l'article par le mot « entités » ainsi que dans toutes les dispositions suivantes lorsque nécessaire, et ne laisser ainsi le terme « service » que lorsque l'on parle des « services spécialisés ».</p> <p>2. Al. 1 : Remplacer « traiter en ligne » par « accéder », ou « bénéficier d'un droit d'accès »</p> <p>4. Mieux définir les services spécialisés et les administrateurs, notamment <u>leurs responsabilités, rôles et fonctions.</u> Définir ces notions essentielles clairement en début d'ordonnance.</p>
<p>Art 6</p>	<p>Les droits d'accès semblent être donnés pour l'entier d'un système d'information donné. Or, certains systèmes d'informations, comme ASAN, contiennent des données provenant de diverses législations et seraient accessibles par différentes entités, étatiques ou privées. L'accès aux données doit être restreint seulement aux données nécessaires à l'accomplissement de la tâche prévue. Il convient donc de mieux définir les restrictions d'accès aux données pour chacun des systèmes d'information ASAN, Fleko et ARES et de préciser comment la notion de « données d'exécution nécessaires à l'accomplissement des tâches » sera mise en pratique.</p>	<p>Préciser que les accès peuvent être restreints aux seuls champs nécessaires à l'accomplissement de leur tâches légales et pas à l'ensemble du système d'information ainsi que préciser les critères qui seront utilisés pour cloisonner ou limiter l'accès aux données.</p>
<p>Art. 6 al. 1 litt. b ch. 2</p>	<p>Les termes « autres unités administratives cantonales » prêtent à confusion. On pourrait penser que cela concerne d'autres unités administratives au sein du même canton.</p>	<p>Regelung betreffend Zugriffsrechte auf die Daten im ALVPH sind auch in Art. 6 zu regeln.</p> <p>Indiquer « autres unités administratives extra-cantonales/unités administratives d'autres cantons »</p>

Art 8	Même remarque que pour l'art.6 : difficile de bien distinguer les contours des droits d'accès, leurs limites, et les responsabilités y relatives.	Préciser les droits d'accès, leurs limites, et les responsabilités.
Art. 8 Abs. 5 Bst. b	Für den Zugriff auf die Vollzugsdaten einer anderen kantonalen Verwaltungseinheit in ARES müssen nicht nur Tierhaltungen abgefragt werden können, sondern auch andere Betriebe, z.B. Lebensmittelbetriebe, Tierarztpraxen etc. Für die Suche ist die UID/BUR Nummer der Schlüssel. Tierhaltungen sind ev. in Zukunft auch über die BUR Nummer identifiziert und nicht mehr über die TVD Nummer. Für Personen (z.B. Heimtierhalter) ist in der Schweiz die Sozialversicherungsnummer der eindeutige Schlüssel, welcher in Zukunft von der Verwaltung genutzt werden kann, ein wesentlicher Vorteil im Gegensatz zur Verwendung von Name-Vorname (Schreibweisen, ausländische Namen) Daher ist auch diese in die Aufzählung aufzunehmen. Es sind nicht alles Tierhalter, zu welchen Daten in ARES sind, sondern auch andere Personen (z.B. Bewilligungsinhaber, Tierärzte, Exporteure, Importeure etc.)	...durch Eingabe der BUR oder UID Nummer des Betriebes, der TVD Nummer der Tierhaltung, der Identifikationsnummer des betreffenden Tieres, der Sozialversicherungsnummer oder Name des Tierhalters oder einer andern Person.
Art. 10	Die Bekanntgabe von Daten aus diesen Informations- und Auswertesystemen ist mit Aufwand verbunden (z.B. für Anonymisierungsmassnahmen). Zur Herausgabe solcher Daten sollte also zumindest ein begründetes, schriftliches Gesuch verlangt werden, in welche konkret beschrieben ist, welche Daten für welche Zwecke benötigt werden. Dabei geht es nicht darum, den bürokratischen Prozess auszubauen, sondern vielmehr darum einen verantwortungsvollen Umgang mit diesen Daten sicher zu stellen	Das BLV, das BLW, die BLK, das BAFU, die EZV und die kantonalen Vollzugsbehörden können auf schriftliches Gesuch hin die Daten des ASAN, des ARES und des Fieko für wissenschaftliche und statistische Zwecke Dritten bekannt geben. Diese Daten sind vor der Bekanntgabe zu anonymisieren.
Article 11	La banque de données sur le lait semble faire défaut alors que celle-ci est partie intégrante des données sur une denrée alimentaire courante (pas de mention dans OSIagr).  En revanche Acontrol y figure, bien que non précisé explicitement.	Précision sur la possibilité d'échange de données avec la BDLait.
Art. 11 Bst. h und i (neu)	National- und Ständerat haben im Dezember 2020 einer Gesetzesänderung zugestimmt, wonach Behörden von Bund, Kantonen und Gemeinden im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben generell die AHV-Nummer systematisch verwenden dürfen. Falls es die nationale Gesetzgebung erlaubt, sollen die A-Systeme als Personenidentifikator die Sozialversicherungsnummer aus dem zentralen Versichertenregister der Sozialversicherungen des Bundes beziehen können. Weiter sollen sie, wie	Erweiterung um Bst. h und i:  h. Versichertenregister der Sozialversicherungen des Bundes  i. Kantonale Geschäftsmanagementsysteme für den Lebensmittel- und Veterinärvollzug

	für ARES ja bereits gemäss Erläuterungen zu Art. 2 erwähnt, auch Daten aus kantonalen Systemen, wie Limsophy u.a. beziehen können.	
Art. 12 Abs. 2 Bst. D (neu)	Wie in den Erläuterungen zu Artikel 16 dargelegt, werden ASAN, ARES und FLEKO primär zur Wahrnehmung der Vollzugsaufgaben der Kantone betrieben. Dies rechtfertigt, dass zwei Drittel der Kosten für Betrieb, Wartung und Weiterentwicklung zu Lasten der Kantone gehen. Allerdings muss damit auch ein relevantes Mitbestimmungsrecht der Kantone bei der Weiterentwicklung der Systeme einhergehen. Zudem ist aus Gründen der Planungssicherheit eine mehrjährige Finanzplanung zu erstellen, in welcher die zu erwartenden Mehrkosten aufgrund von Weiterentwicklungen berücksichtigt werden.	Neufassung von Bst. d oder Erweiterung des Artikels um einen weiteren Bst. mit folgendem Inhalt:  Es (das BLV) plant unter Einbezug der Kantone die Weiterentwicklung der Systeme und erstellt eine mehrjährige Finanzplanung.
Art. 14 Abs. 1	Aufgrund der gegenüber anderen Stellen sehr grossen Abhängigkeit der kantonalen Veterinärbehörden von den in der Verordnung geregelten Bundessystemen soll die Zusammensetzung des Gemeinsamen Ausschusses wie er in den Erläuterungen erwähnt ist, in der Verordnung exakter festgelegt werden. Vier der fünf kantonalen Vertreter oder Vertreterinnen sollen aus den kantonalen Veterinärdiensten kommen, einer oder eine aus einem kantonalen Labor (Kantonschemikerin oder Kantonschemikerin)	...besteht aus vier Vertreterinnen und Vertretern des BLV sowie vier Vertreterinnen und Vertretern von kantonalen Veterinärdiensten und einer Vertreterin oder einem Vertreter eines kantonalen Laboratoriums.
Article 14 alinéa 4	L'objet des mandats visés ici n'est pas clair, tout comme les responsabilités et tâches que pourraient avoir les services spécialisés dans ce cadre.	Préciser le type de mandat.
Art. 15	Unklar ist, wieso nur für das System Fieko ausdrücklich eine konkrete Leistungserbringerin aufgeführt wird und wie diese Leistungserbringung von den Aufgaben der Fachstellen (Art. 13) abgegrenzt wird. Gemäss Art. 13 Abs. 2 lit. d sind explizit die Fachstellen für die technischen Anpassungen zuständig. Der Titel des 4. Abschnitts sollte zudem erweitert werden, wenn die Identitas AG darunter in Art. 15 als Leistungserbringerin für Fieko aufgeführt wird, denn sie gehört weder zum BLV, noch zu den Fachstellen noch zum gemeinsamen Ausschuss.	Die Abgrenzung der Zuständigkeiten und der Umfang der Leistungserbringung durch externe Partner sollte einheitlich für alle Systeme festgelegt werden.



Art. 16	Die Erhöhung der Kantonsbeiträge ist aufgrund der neuen Funktionalitäten nachvollziehbar und betragen für die einzelnen Kantone CHF 1500 bis maximal CHF 11'000. Allerdings vermögen die Funktionalitäten des Informationssystems FLEKO im Vollzug nicht zu überzeugen, was zeigt, dass die kantonalen Bedürfnisse bei der Entwicklung zu wenig berücksichtigt wurden. Weiter fehlt eine mehrjährige Finanzplanung, aufgrund derer in den Kantonen eine korrekte Budgetierung vorgenommen werden kann.  Es ist klarer zu formulieren, dass die drei Lizenzen gemäss Abs. 4 von jeder Veterinärvollzugsbehörde bzw. von der Behörde, in welcher der Veterinärdienst integriert ist, zu beziehen sind und eine Lizenz den Zugang zu allen drei Systemen gewährt.	s. Antrag zu Art. 12 Abs. 2  Abs. 4 ist genauer zu formulieren im Sinne des Kommentars
Art. 17 Abs. 1 Bst. b	Damit wie in den Erläuterungen zu Art 2 erwähnt, auch Daten aus kantonalen Systemen ausgewertet werden können, ist die Aufzählung gemäss den Erweiterungen in Art. 11 zu ergänzen.	Abs. 1 Bst. b: den Informationssystemen nach Art. 11. Buchstaben a-d, g und i.
Art. 17, Abs 2	Der Verweis auf Art. 6, Abs. 1, Bst. B, Zif. 1 ist missverständlich, da es um Zugriffsrechte von Mitarbeitenden der Bundesverwaltung auf Vollzugsdaten geht, welche ja eben nicht «von der eigenen Behörde eingegeben werden».	Es ist ein eigener Satz für dieses Zugriffsrecht zu formulieren.
Art. 21	In den Informationssystemen werden Daten des kantonalen Vollzugs geführt. Die Aufbewahrung, Archivierung und Vernichtung von solchen kantonalen Daten richtet sich nach der jeweiligen kantonalen Gesetzgebung. Gemäss der Schweizerischen Archivdirektorinnen- und Archivdirektorenkonferenz (ADK) können Unterlagen aus Ebenen übergreifenden Informationssystemen grundsätzlich sowohl auf Bundes- wie auch auf Kantonsebene archivierungspflichtig sein ( <a href="https://kost-ceco.ch/cms/18-038-gt-sit_de.html">https://kost-ceco.ch/cms/18-038-gt-sit_de.html</a> ).	Das BLV soll prüfen, ob die Daten nach den Vorschriften des Archivierungsgesetzes vom 26. Juni 1998 und den einschlägigen kantonalen Gesetzen vor deren Löschung dem Bundesarchiv und dem entsprechenden Kantonsarchiv angeboten werden müssen. Wenn dies der Fall ist, ist in Art. 21 diese Pflicht zu beschreiben und der Prozess, wie dies sichergestellt wird, zu regeln.
Al. 2	Les conditions de conservation ne sont pas définies.	Préciser les conditions de conservation.
Art.22	Les points listés sous let. a à e sont très généraux et il est difficile d'imaginer la mise en œuvre concrète de ces aspects. Ceux-ci sont réglés de manière plus précise dans le projet DaKa, avec lequel, on ne voit pas les liens qui ont été effectués.	Préciser la disposition par le biais d'une directive ou d'une annexe.

Art. 24	Da die Budgetierung für das Jahr 2022 in allen Kantonen im Verlaufe des Sommers abgeschlossen sein wird und die Amtsstellen nachträglich keine Eingaben mehr machen können, sind die Änderungen, welche für die Kantone finanzielle Auswirkungen haben erst per 1.1.2023 in Kraft zu setzen. Dies betrifft insbesondere Art. 16	Die Verordnungsänderung soll nicht wie in den Erläuterungen erwähnt auf den 1.1.2022 in Kraft gesetzt werden, sondern wegen den finanziellen Konsequenzen auf 1.1.2023. Alternativ ist zu prüfen, ob nur die Wirksamkeit von Art. 16 bis zu diesem späteren Datum verschoben werden kann, d.h. bis dann weiterhin der entsprechende Artikel in der alten Verordnung seine Gültigkeit behält.
Anhang 1 (ASAN)	Unter Ziffer 2.4 fehlt «Meldung an anderen Prozess »	Ziffer 2.4 ergänzen
Annexe 2	La liste des données contenues dans ARES est beaucoup trop vague en ce qui concerne la sécurité alimentaire. Ces dernières doivent être beaucoup mieux précisées et un lien clair avec le projet DaKa devrait exister.	Compléter l'annexe 2
Anhang 4 Ziff. 3: Art. 6 Abs. 2 LMVV	Die Änderung der LMVV sieht die Schaffung eines neuen Art. 6 Abs. 2 LMVV vor. Danach müssten die zuständigen Vollzugsbehörden (der Lebensmittelkontrolle) ihre Kontrollergebnisse regelmässig im ARES erfassen. Das BLV hat zudem die Befugnisse, die Art und Form der Datenerfassung zu bestimmen. Diese Formulierung ist zu pauschal und in dieser Form abzulehnen. Sie verlangt im Prinzip, dass sämtliche (kantonalen) Ergebnisse amtlicher Kontrollen von Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen im ARES regelmässig zu erfassen sind. Damit wird faktisch ein Bundes-LIMS (Labor-Information-Management-System) postuliert. Es stellt sich zudem die Frage, ob im Lebensmittelgesetz (LMG, SR 817.0) für diese Bestimmung eine Rechtsgrundlage vorhanden ist. Eine generelle Pflicht zur regelmässigen Erfassung von (sämtlichen?) Kontrollergebnissen im ARES kann gestützt auf Art. 42 Abs. 3 LMG kaum begründet werden.	Der vorgesehene Art. 6 Abs. 2 LMVV ist in dieser Form zu streichen oder entsprechend präziser zu formulieren.
Aufhebung und Änderungen anderer Erlasse, röm. Ziffer II, Ziffern 1, 2, 6 und 8	Unter Ziffer 3 (Vollzug der Lebensmittelgesetzgebung) steht, dass das BLV nach Absprache mit den kantonalen Vollzugsbehörden die Art und Form der Datenerfassung bestimmt. Die Absprache mit dem kantonalen Vollzug, wie die Daten in den Bundessystemen erfasst (was, wann, wie..) werden, soll in allen Vollzugsbereichen erfolgen. Der letzte Satz unter Ziffer 3, Art. 6 Abs. 2	Bei allen Änderungen unter den Ziffern 1, 2, 6 und 8 ist folgendes zu ergänzen: "Das BLV bestimmt nach Absprache mit den kantonalen Vollzugsbehörden die Art und Form der Datenerfassung."

	der Verordnung über den Vollzug der Lebensmittelgesetzgebung soll auch in die anderen Vollzugsverordnungen übernommen werden.	